economiesuisse

Le travail doit rester financièrement intéressant

La classe moyenne suisse ne s'est jamais aussi bien portée. Monsieur et Madame Suisse, avec leur revenu moyen solide, figurent dans les premiers rangs en comparaison internationale. Les prévisions sont-elles au beau fixe pour autant ? Loin de là, car la bonne position actuelle est littéralement anéantie par la politique de redistribution de l'État.

En Suisse, la classe moyenne représente quelque 2,8 millions de personnes, soit 60 % de l'ensemble des travailleurs. Ce groupe de population est souvent considéré, à raison, comme le pilier social de notre pays. Une étude d'Avenir Suisse affirme cependant que les revenus intermédiaires n'ont pas bénéficié des hausses de salaire dans la même mesure que les bas et hauts revenus au cours des vingt dernières années. Ce constat est fréquemment source de mécontentement et d'insécurité.

La conclusion de l'étude est claire : la faute en incombe à l'État, qui s'éloigne lentement mais sûrement du principe de l'équité face au travail. Ainsi, dans des cas extrêmes, les impôts et taxes payés par les actifs ayant un revenu moyen représentent près du double des prestations effectivement reçues de l'État. Si travailler davantage n'est plus intéressant financièrement et que des familles de la classe moyenne se retrouvent, après déduction des impôts et taxes annuels, au bas de l'échelle des revenus, il est permis de douter de l'efficacité et de l'équité du dispositif de redistribution étatique.

Le travail doit rester financièrement intéressant, et non devenir un jeu à somme nulle pour la classe moyenne. Une politique fiscale efficace et équitable, qui n'entrave pas le travail, est la bonne réponse dans un tel contexte.